

Le Libre accès et la *Revue de la Société historique du Canada*

Comme vous le savez sans doute, les trois organismes élaborent présentement une Politique de libre accès qui devrait être mise en marche en septembre 2014. *A priori*, l'idée d'une politique de libre accès est parfaitement logique. En effet, il est difficile de maintenir que les contribuables devraient payer pour accéder à la recherche qu'ils ont déjà subventionné par le biais de subventions accordées aux chercheurs ou aux revues savantes. De plus, l'accès du plus grand nombre au savoir est souhaitable.

Cependant, toute transition vers le libre accès doit être conçue avec beaucoup de compréhension et de tact puisque les enjeux sont élevés pour les parties concernées – les revues savantes comme la RSHC, les bibliothèques universitaires et les chercheurs en particulier. Certaines de ces questions ont déjà été examinées à l'extérieur du Canada.¹ Bien que trop peu de temps se soit écoulé pour évaluer avec précision l'impact sur les revues qui choisissent d'adopter un modèle de libre accès, un rapport publié par l'Association of Learned, Professional and Society Publishers [ALPSP] et la Publishers Association met en garde contre une diminution substantielle d'abonnements aux revues qui adoptent une politique de libre accès après une période d'embargo de 6 mois.²

En conséquence, les trois organismes doivent mener de vastes consultations, qui ont suffisamment de souplesse, pour pouvoir incorporer de nouvelles parties prenantes au processus si l'on considère que l'adoption d'une politique de libre accès modifiera profondément un modèle de publication scientifique qui est en place depuis des décennies. Par conséquent, les trois organismes doivent approcher la communauté de revues savantes et s'engager dans des discussions sérieuses sur le bien-être et l'avenir de la communication savante.

Voici quelques-unes des questions à considérer dans le contexte de la mise en œuvre d'une politique de libre accès de la recherche financée par le CRSH:³

1. Puisque la plupart des textes de revues ne sont pas écrits par des chercheurs financés par le CRSH, est-ce que les étudiants à la maîtrise, les doctorants, les stagiaires post-doctorants, les

Open Access and the *Journal of the Canadian Historical Association*

As you are undoubtedly aware, the Tri-Agency is in the process of drafting an Open Access (OA) Policy document with the goal of implementing that policy in September 2014. *A priori*, the idea of an Open Access Policy makes perfect sense. Indeed, it is hard to argue that Canadians should pay to access research that they have already subsidized through grants given to researchers and or scholarly publishers. In addition, the greater the accessibility to knowledge, the better.

Yet, any transition towards OA should be done with great care and understanding given that the stakes are high for the parties involved – scholarly publishers such as the Canadian Historical Association, university libraries and researchers in particular. Some of those issues have already been discussed outside of Canada.¹ Although too little time has passed to evaluate accurately the impact on journals who elect to adopt an OA model, a report published by the Association of Learned, Professional and Society Publishers [ALPSP] and The Publishers Association warns of a substantial loss of subscriptions for journals that adopt an OA Policy after a 6 month embargo period.²

As such, the Tri-Council consultations must be extensive and flexible enough to include as many stakeholders as possible if one considers that the adoption of an OA policy will profoundly alter a scholarly publication model that has been in place for decades. Hence, the Tri-Agency needs to approach the journal community and engage in meaningful discussions about the health and future of scholarly communication.

Here are some of the issues to consider in the context of the implementation of an OA Policy on SSHRC-funded research:³

1. Since most journal articles are not written by SSHRC-funded researchers, will Master's or PhD students, post docs, independent researchers and sessional teachers be essentially prohibited from publishing their texts if faced with exorbitant Article Processing Charges to OA journals?

¹ Entre autres, le 'Finch Report' publié en 2012 <http://www.researchinfonet.org/wp-content/uploads/2012/06/Finch-Group-report-FINAL-VERSION.pdf>.

² Le rapport conclut que de nombreuses bibliothèques universitaires renonceraient à maintenir leurs abonnements à des revues dès que ces publications adopteraient une politique de libre accès et un embargo de 6 mois - <http://www.alpsp.org/ebusiness/AllNewsArticles.aspx>.

³ Plusieurs de ces questions ont été soulevées par Rowland Lorimer lors de sa communication, "A Good Idea, a Difficult Reality: Toward a Publisher/Library Open Access Partnership", présentée à la conférence Implementing New Knowledge Environments' Whistler Gathering 2014, les 5 et 6 février.

¹ For example, the Finch Report published in the U.K. in 2012 <http://www.researchinfonet.org/wp-content/uploads/2012/06/Finch-Group-report-FINAL-VERSION.pdf>

² Their findings are that numerous university libraries would forego maintaining their subscriptions to journals as soon as those publications adopt an OA policy and a 6 month embargo - <http://www.alpsp.org/ebusiness/AllNewsArticles.aspx>.

³ Many of these issues were raised by Rowland Lorimer in a paper, "A Good Idea, a Difficult Reality: Toward a Publisher/Library Open Access Partnership", presented at Implementing New Knowledge Environments' Whistler Gathering 2014, February 5-6.

- chercheurs indépendants et les chargés de cours seront en mesure de publier leurs textes dans des revues en libre accès s'ils sont face à des frais de publications exorbitants.
2. L'approche du CRSH n'atténue en rien l'acquisition de revues savantes canadiennes par des consortiums étrangers.
 3. Les revues deviennent plus vulnérables si, plutôt que d'avoir plusieurs sources de revenus, doivent uniquement dépendre du CRSH et potentiellement des bibliothèques canadiennes par le biais d'abonnements.
 4. Est-ce que le CRSH continuera à appuyer les revues savantes qui refusent d'adopter le modèle de libre accès.
 5. Le financement du CRSH pour les revues en libre accès fausserait la recherche.
 6. Bien que la voie « dorée » de libre accès (accès libre dans les 12 mois ou moins) peut fonctionner pour les sciences et même les sciences sociales, elle n'est pas appropriée pour les sciences humaines parce que le prix d'un abonnement à une revue d'histoire, par exemple, est tout à fait raisonnable en comparaison aux revues scientifiques.
 7. Un cadre réglementaire sophistiqué doit être mis en place dans un environnement de libre accès pour « veiller à ce que la publication scientifique puisse continuer à servir de registre faisant autorité de la recherche ».⁴
 8. Les éditeurs de revues, dont la majorité sont des sociétés savantes ou des organismes sans but lucratif gérés par des bénévoles, doivent être reconnus et financés, pour la valeur ajoutée qu'ils apportent.

Entretemps, le désir des bibliothèques de recherche du Canada de compenser, en principe, certaines revues canadiennes dans la transition vers un modèle de libre accès est de bon augure. Le 30 Octobre 2013, des représentants de l'Association canadienne des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) et des représentants de l'Association canadienne des revues savantes (ACRS) ont formé un comité pour explorer les potentialités d'un nouveau modèle d'affaires pour les revues qui seront en libre accès. Les revues qui choisissent d'adopter ce modèle recevraient des fonds d'un certain nombre de bibliothèques de recherche à titre d'incitation à se convertir en libre accès. Néanmoins, ce projet est loin d'être finalisé et il reste à voir s'il sera bénéfique autant pour bibliothèques que pour les revues.

Finalement, il est à espérer que le CRSH, indépendamment de la politique de libre accès qui est adoptée, continuera à aider «à couvrir les coûts de publication et de distribution d'articles scientifiques ainsi qu'à soutenir les revues.»⁵ Ne pas le faire pourrait nuire à l'objectif des revues savantes canadiennes d'agir comme « outil essentiel de promotion des débats et des réflexions de nature intellectuelle ».⁶

Michel Duquet
Directeur général

⁴ Rowland Lorimer, "A Good Idea, a Difficult Reality: Toward a Publisher/Library Open Access Partnership."

⁵ http://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/programmes-programmes/scholarly_journals-revues_savantes-fra.aspx

⁶ *Ibid.*

2. The SSHRC approach does nothing to mitigate the foreign acquisition of Canadian scholarly journals.
3. Receiving funds from one or two sources, SSHRC and potentially Canadian libraries, as opposed to many sources by means of subscriptions leaves journals in a vulnerable position.
4. Will SSHRC continue to support scholarly journals that refuse to adopt OA?
5. SSHRC's funding to OA journals only would skew research.
6. While the "gold" OA model (free access within 12 months or less) may work in the sciences and even the social sciences, it is not appropriate to the humanities because the price of a subscription to a history journal, for example, is quite reasonable as opposed to science journals.
7. A sophisticated regulatory framework must be put in place in an OA environment "to ensure that scholarly publication continues to offer value as an authoritative record of research."⁴
8. Journal publishers, the majority of which are scholarly associations or not-for-profit organisations run by volunteers, need to be recognised, and funded, for the value added they bring.

Meanwhile, the good news is that Canadian research libraries are, in principle, willing to compensate some Canadian journals to transition to an OA model. On October 30, 2013, representatives from the Canadian Association of Research Libraries (CARL) formed a committee with representatives from the Canadian Association of Learned Journals (CALJ) to explore possible business models for journals adopting OA. These journals would receive funds from a number of research libraries as an incentive to convert to OA. Nevertheless, this project is far from being finalized and it remains to be seen whether it will be beneficial to both libraries and journals.

In the end, it is hoped that SSHRC, regardless of the OA Policy that is implemented, continues to "help defray the costs of publishing scholarly articles, to assist with distribution costs, and to support journal organizations."⁵ Failure to do so could undermine the purpose of Canadian peer reviewed scholarly journals to act "a primary tool for fostering intellectual debate and inquiry in Canada."⁶

Michel Duquet
Executive Director

⁴ Rowland Lorimer, "A Good Idea, a Difficult Reality: Toward a Publisher/Library Open Access Partnership."

⁵ http://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/programmes-programmes/scholarly_journals-revues_savantes-eng.aspx

⁶ *Ibid.*